



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières et Déchets
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 28/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEMATEC SAS

799 chemin des dolmens
82300 Monteils

Références : SV/S-2025-0186
Code AIOT : 0006801953

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement SEMATEC SAS implanté Le Roc 82300 Monteils. L'inspection a été annoncée le 19/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des ICPE de l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMATEC SAS
- Le Roc 82300 Monteils
- Code AIOT : 0006801953

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire exploitée par la SAS SEMATEC sur la commune de Monteils, au lieu-dit « Le Roc » est autorisée par l'arrêté préfectoral du 16 avril 2013, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2014 sur une surface de 29ha65a37ca et pour une durée de 30ans et une production maximale de 350 000 tonnes/an.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 14/10/2014, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Conformités et modifications	Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 5.5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Gestion des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
7	Extraction	Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 14-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Pollution accidentelle des eaux	Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 21-1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)	Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 21-2-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
11	Poussières	Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
15	Registres et plans de carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
16	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.6.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
18	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
19	Émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositions particulières - Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 8	Sans objet
5	Déboisement et défrichement	Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 12	Sans objet
6	Extraction	Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 14-1	Sans objet
8	Extraction	Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 14-3 – III	Sans objet
12	Bruits et Vibrations	Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 25-1	Sans objet
13	Bruits et Vibrations	Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 25-2	Sans objet
14	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 27-2	Sans objet
17	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de mettre en évidence certaines non-conformités.

L'exploitant doit améliorer la gestion de son site notamment pour éviter les impacts des émissions de poussières dans l'environnement, pour améliorer la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel bien que les analyses présentées respectent les valeurs limites d'émission.

En effet l'implantation d'une nouvelle jauge au droit des installations fabriquant des matériaux de granulométrie de section "0/20" permettrait de confirmer que cette partie de l'installation n'est pas à l'origine d'une source de poussières importante. De plus l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour améliorer la gestion des eaux de ruissellement et l'efficacité des différents bassins de décantation avant rejet vers le milieu naturel.

Enfin l'exploitant doit mettre en œuvre rapidement les actions correctives nécessaires afin de disposer d'une réserve incendie d'un volume minimum de 120 m³, et préciser comment seront confinées les eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2014, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Classement au titre des ICPE
Prescription contrôlée : L'activité exercée sur le site relève des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : Activité Rubrique Volume de l'activité Régime Exploitation de carrière. 2510-1 Quantité maximale extraite : 350.000 tonnes/an Autorisation Installations de broyage, concassage-criblage. 2515-1 800 kW Autorisation Stockage de liquides inflammables. 1432-2-b 2 cuves aériennes de 40 m3 (GNR et gazole) doit Ceq = 16 m3 Déclaration Station-service non ouverte au public. 1435 Quantité annuelle distribuée : 52 m3 Non classable Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés. 2516 Capacité de stockage : 50 t Non classable Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur. 2930-1 Superficie : 650 m3 Non classable
Constats : La situation administrative de certaines rubriques n'a pas fait l'objet de demande d'actualisation de la part de l'exploitant. En effet, certaines modifications de la nomenclature des ICPE impliquent les changements suivants : - modification du régime de la rubrique 2515 (broyage, concassage, criblage...), activité qui devient soumise au régime de l'Enregistrement, - suppression de la rubrique 1432 (stockage de liquide inflammable) remplacée par la rubrique 4732-2-c de la nomenclature soumise au régime de la déclaration, L'exploitant précise que pour la rubrique 1435 (distribution de carburant), le volume annuel distribué en 2023 est de 115 m3 et en 2024 de 106 m3, volumes inférieurs au seuil de classement de 500m3. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit demander une actualisation de sa situation administrative en sollicitant le bénéfice des droits acquis pour les rubriques concernées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit déposer une demande de modification de sa situation administrative en sollicitant notamment le bénéfice des droit acquis pour les rubriques 2515 et 4734, et demander la suppression de la rubrique 1432. Il peut profiter de l'instruction encours pour actualiser son porter à connaissance avec ces informations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Conformités et modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 5.5
Thème(s) : Situation administrative, Modification
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant précise qu'une rencontre a eu lieu en septembre 2024, à sa demande, afin de faire un connaître les démarches à accomplir dans le cadre de la modification de la méthode de tirs de mines au ROC : passage d'explosif encartouché, à une Unité Mobile de Fabrication d'Explosifs (émulsion vrac fabriquée sur site). En effet celui-ci s'est rendu compte que cette modification était une modification notable des éléments du dossier de demande d'autorisation. Suite à ce rendez-vous, l'exploitant a transmis en Octobre 2024 un porter à connaissance afin de régulariser cette situation. Une demande de complément a été formulée en mars 2025 par l'inspection des installations classées. À la date de réception du présent rapport, l'exploitant n'a pas déposé son dossier actualisé. L'inspection rappelle à l'exploitant que toute modification doit être portée à la connaissance de Monsieur le Préfet et de l'inspection des installations classées préalablement à sa mise en oeuvre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit porter à la connaissance de l'administration toute modification susceptible d'entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, et compléter son dossier en cours d'instruction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositions particulières - Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 8
Thème(s) : Situation administrative, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; par ailleurs, les zones pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à ne pas les exploiter dans son dossier doivent elles aussi être bornées. Il s'agit de la bande des : - 10 m non exploitables en périphérie du site ; cette distance est augmentée de 1 m par mètre de profondeur d'extraction du front supérieur, - 30 m en retrait par rapport à la voie communale n°6,

<ul style="list-style-type: none"> - 40 m en retrait par rapport à la rivière la Lère, - 20 m en retrait par rapport au chemin de Cambielles, - 150 m en retrait par rapport à la limite Est de la parcelle n°460, - 30 m en retrait par rapport à la limite Nord/Nord-Ouest de la parcelle n°438. <p>Le cas échéant, des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des côtes mini et maxi et des différentes zones remises en état.</p> <p>Ces bornes doivent demeurer en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il fait réaliser chaque année un plan topographique (avec le cabinet de géomètre 3DSI) sur lequel sont positionnées les limites de 30m, 40m, 20m, 150m de retrait à respecter.</p> <p>De plus il précise que les bornes de limite de propriété et d'exploitation sont présentes sur le site et sur le plan topographique (cf légende associée). Une borne de nivellement est implantée aux abords de la carrière (côté sud).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gestion des eaux de ruissellement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte – Rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone. Les eaux de ruissellement de l'aire de l'installation de traitement, des zones de stockage et de la plate-forme sont acheminées par gravité vers plusieurs bassins de décantation disposés en série. Le rejet du dernier bassin s'effectue par gravité vers la Lère. Les eaux de ruissellement de la zone en exploitation sont collectées dans deux bassins de décantation situés en fond de fouille (Sud et Nord) et disposés en série. Le rejet du bassin Nord s'effectue par pompage vers la Lère. L'entretien du réseau de collecte des eaux pluviales (bassins de décantation...) doit être fait, de préférence et sauf cas de force majeure, en dehors de la période de reproduction des amphibiens (période de février à mai). Dans le cas où une telle opération devrait malgré tout, être réalisée au cours de cette période, l'exploitant devra prendre des mesures pour limiter la perturbation de ces espèces.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le plan de circulation des eaux (version V1 du 9 avril 2025). Celui-ci précise l'emplacement des dispositifs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les merlons de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation, • les bassins de récupération des eaux de ruissellement, • les bassins de décantation avant rejet vers le milieu naturel,

- le dispositif de séparation d'hydrocarbures,
- les points de rejets vers le milieu naturel,
- le point de prélèvement dans la Lère.

L'exploitant indique avoir rédigée une procédure, affichée au niveau du réfectoire, rappelant la période de curage de bassin à respecter afin de ne pas perturber la période de reproduction des amphibiens.

Lors de la visite du site, l'inspection constate que :

- le rejet au niveau du séparateur n'est pas référencé comme point de rejet dans le milieu naturel,
- les quatre bassins de décantation en cascade ne sont pas efficaces pour traiter les matières en suspension,
- le bassin de récupération des eaux de ruissellement du chemin d'accès (à droite) n'est plus opérationnel (présence d'une quantité importante de matériaux).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre à jour son plan de circulation des eaux, notamment pour faire apparaître :

- le point de prélèvement en sortie du séparateur d'hydrocarbure,
- la vanne de sectionnement,
- la réserve d'eau incendie,

Par ailleurs l'exploitant procédera au curage du bassin situé à droite au niveau de la route d'accès à la carrière durant la période propice.

Enfin, l'exploitant doit revoir la conception des quatre bassins de décantation avant rejet dans la Lère afin qu'ils puissent jouer leurs rôles. L'exploitant transmettra un plan d'action pour se mettre en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Déboisement et défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 12

Thème(s) : Autre, Autorisation

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichement éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation. Le déboisement et le défrichement éventuels sont réalisés en dehors des périodes de reproduction de l'avifaune (période de mars à août).

Le déboisement et le défrichement sont subordonnés à :

l'obtention de la dérogation de destruction d'espèces ou d'habitats protégés, ou à :

La justification de la non nécessité de dérogation de destruction d'espèces ou d'habitats protégés.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que le défrichement et le déboisement sont réalisés selon le plan de phasage et en dehors des périodes de reproduction de l'avifaune.</p> <p>De plus, il présente la consigne d'exploitation rappelant les obligations réglementaires en la matière à ses agents.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 14-1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Épaisseur et cote minimale d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'épaisseur maximale d'extraction est de 60 mètres.</p> <p>La cote minimale d'extraction est de 102 m NGF.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le plan d'exploitation actualisé le 23 avril 2025. L'inspection constate que la cote minimale actuelle est de 103.33 m NGF.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit respecter l'épaisseur maximale d'extraction de 60 m, ceci afin de garder le profil du terrain naturel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 14-2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Méthode d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La méthode utilisée consiste à extraire les matériaux en fronts successifs d'une hauteur maximale de 15 mètres jusqu'à la cote 162 m NGF.</p> <p>Des banquettes sont maintenues sur une largeur minimale de 5 mètres.</p> <p>L'exploitation est réalisée en 6 phases d'une durée de 5 ans chacune, selon le plan de phasage annexé au présent arrêté (Cf. annexe 2).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la hauteur des fronts ne dépasse pas une hauteur de 14 m, donc inférieure à la limite fixée de 15 m.</p> <p>L'inspection s'interroge sur la cote de 162m NGF prise comme limite. En effet, à la lecture du plan d'exploitation la partie sommitale décapée de la carrière se situe à une cote comprise entre 166.01 et 173.91 mètres NGF.</p> <p>Les banquettes ont une largeur minimale de 5 mètres.</p> <p>L'exploitant se trouve dans la phase n°3 conforme au plan de phasage prévisionnel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant justifiera la cote de 162m NGF prise comme limite pour déterminer la hauteur maximale de front.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 14-3 – III
Thème(s) : Autre, Abattage à l'explosif – Information -tirs
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables uniquement. L'exploitant est tenu d'informer les mairies de Septfonds et de Monteils au moins une semaine avant la réalisation des tirs de mines par tous moyens appropriés (télécopie, messagerie électronique...).
Constats : L'exploitant informe que tous les tirs de mines ont lieu uniquement les jours ouvrables. De plus, il informe systématiquement les mairies de Septfonds et Monteils en amont par mail. Un exemple de mail est présenté en séance à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Pollution accidentelle des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 21-1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage et rétention
Prescription contrôlée : I- Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cette aire est raccordée à un dispositif débourbeur-déshuileur. [...] Un stockage d'hydrocarbures (gazole et gazole non routier) est réalisé au Sud du site. Il est constitué de 2 cuves aériennes double enveloppe présentant une capacité unitaire de 40 m3. Ces cuves sont associées à une capacité de rétention étanche et d'un volume adapté. Les pompes de distribution des hydrocarbures sont à arrêt automatique et disposées sur une aire étanche équipée d'un séparateur d'hydrocarbures.
Constats : L'exploitant possède une aire étanche raccordée à un débourbeur-déshuileur. Ce dernier est identifié sur le plan de circulation des eaux transmis. L'inspection constate que cette aire de ravitaillement ne possède pas de caniveau en périphérie (3 cotés). Ainsi, des eaux de ruissellement extérieures peuvent pénétrer sur celle-ci. L'exploitant précise que la pelle est ravitaillée sur place, ne pouvant pas être déplacée à chaque

remplissage (trop loin de l'atelier, et du fait que ce soit une pelle à chenille celle-ci risque d'endommager le bitume). Le ravitaillement se fait par la technique de "bords à bords" entre les 2 engins (tracteur + remorque comportant une cuve de rétention).

L'inspection constate la présence d'une remorque équipée d'un grand récipient en vrac (GRV) muni d'une pompe et d'un clapet anti-retour. Dans cette remorque est disponible une bâche étanche (mise en place sous le flexible). Trois bidons sont situés également au niveau de cette remorque.

L'inspection rappelle que la capacité de rétention doit être en adéquation avec la quantité maximale pouvant être stockée à l'intérieur du GRV, le fait de disposer d'autre récipient va mécaniquement réduire la capacité de rétention.

Enfin lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'eau dans une des deux rétentions des cuves de GNR et gasoil. L'inspection rappelle à l'exploitant que les vannes de vidange de ces rétentions doivent être en position fermée en permanence, ce qui n'était pas le cas pour une des deux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de maintenir fermé les vannes de vidanges des rétentions des cuves aériennes de carburant, de vider les rétentions, de s'assurer de l'adéquation de la rétention avec le volume stocké et de mettre en place un caniveau en bordure de l'aire de ravitaillement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 21-2-3

Thème(s) : Risques chroniques, Analyses

Prescription contrôlée :

I- Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5.5 et 8.5,
- la température est inférieure à 30°C,
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l,
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l, • les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Les valeurs sont déterminées selon les normes appropriées décrites dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

II- Les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. Ces émissaires concernent le rejet du bassin de décantation situé en fond de fouille (Nord) et le rejet du bassin de décantation terminal.

III- Les deux rejets autorisés et visés au point II s'effectuent directement dans la Lère.

IV- Le débit et les paramètres fixés au point I des deux rejets autorisés sont analysés annuellement par l'exploitant. Les résultats de ces mesures assortis des commentaires éventuels sont transmis à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant présente les résultats d'analyses des rejets d'eau vers le milieu naturel, analyse effectuée par le laboratoire LAB'EAU. Les prélèvements ont été effectués par un technicien du laboratoire le 24 juin 2024, au niveau des deux points de rejet référencés dans l'arrêté préfectoral :

- dernier bassin de décantation (exutoire du lavage de roues et bassin de fond de fouille) : Rapport n°A20240625023 du 13 juillet 2024
- plateforme de concassage dernier bassin avant la Lère : Rapport n° A20240625022 du 13 juillet 2024

L'ensemble des résultats est conforme aux valeurs limites réglementaires de l'article susvisé.

Or l'inspection constate l'absence d'analyse au point de rejet du séparateur d'hydrocarbure qui rejette bien dans le milieu naturel même si celui-ci est situé au sein de l'emprise ICPE.

L'inspection rappelle à l'exploitant que les rejets en sortie de séparateur d'hydrocarbure se font bien dans le milieu naturel et que pas conséquent des analyses doivent y être réalisées.

Par ailleurs l'ensemble des point de rejet ne dispose pas d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. Ces émissaires concernent le rejet du bassin de décantation situé en fond de fouille (Nord) et le rejet du bassin de décantation terminal.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place un canal de mesure du débit et un dispositif de prélèvement au droit des rejets du bassin de décantation situé en fond de fouille (Nord) et du rejet du bassin de décantation terminal.

Il doit également faire réaliser des analyses annuelles des rejets en sortie de séparateur hydrocarbure, la première devant intervenir sous 1 mois lors d'un épisode pluvieux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 22

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification – fréquence

Prescription contrôlée :

I- L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation de poussières. Les mesures mises en œuvre pour lutter contre l'émission des poussières hors installations de traitement sont les suivantes :

- arrosage et nettoyage régulier des pistes,
- limitation de la vitesse de circulation sur la carrière à 20 km/h,
- bâchage des camions,
- arrosage des stocks de matériaux,

- décapage réalisé en de hors de périodes sèches et venteuses.

II- Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. Les mesures mises en place pour limiter les émissions de poussières de l'installation de traitement sont les suivantes :

- arrosage des stocks de produits,
- capotage efficace des installations complété par un système d'aspiration centralisée,
- aspersion d'eau sur les produits lors de leur transport sur les tapis,
- nettoyage régulier des installations.

Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm³.

Les périodes de panne ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières des rejets dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à 48 heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à 200 heures. En aucun cas, la teneur en poussières des rejets ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm³.

En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

L'exploitant est tenu de réaliser annuellement un contrôle de la teneur en poussières de ses rejets canalisés. Ce contrôle doit être réalisé par un organisme agréé selon les méthodes normalisées décrites dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009. Les résultats de ce contrôle assortis des commentaires éventuels sont transmis à l'inspection des installations classées.

III- Un réseau approprié de mesure de retombées de poussières totales dans l'environnement est mis en place. Ce réseau doit comporter au moins 3 points de mesure situés dans les secteurs Sud, Est et Nord-Ouest. La mesure des retombées de poussières est réalisée semestriellement. Les résultats de ces mesures assortis des commentaires éventuels sont transmis à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant indique que toutes les dispositions sont prises afin de limiter la propagation des poussières : bâchage des camions, arrosage des pistes, limitation de la vitesse des camions à 20km/h, arrosage des stocks des matériaux, décapage réalisé hors des périodes sèches (cf « consigne d'exploitation »). De plus l'exploitant précise avoir installé 2 dépoussiéreurs au niveau de ses installations de traitement.

L'exploitant indique qu'en période de vents forts, il limite sa production à certains produits moins poussiéreux (ex : 0/80calcaire) voire, il arrête momentanément sa production de calcaires.

L'exploitant présente le bilan annuel 2024 des retombées de poussières dans l'environnement réalisé par le laboratoire GRANULAB, la fréquence de mesure est semestriel et l'ensemble des résultats est conforme aux valeurs limites réglementaires.

Concernant les résultats de mesure des dépoussiéreurs réalisée annuellement par DEKRA (rapport n°144604702501R001 en date du 18/03/2025), ceux-ci sont inférieurs à la valeur maximale de 30mg/Nm³ (dépoussiéreur primaire : 0.63 en 2025 - dépoussiéreur secondaire 0.35 en 2025).

L'inspection s'interroge sur la pertinence de l'implantation de certains points de mesure dans le cadre mis en place dans le cadre du plan de surveillance, à savoir :

- 1 emplacement à l'EST
- 2 emplacements au NORD-OUEST

- 2 emplacements au SUD.

Tout d'abord, l'inspection constate l'émanation importante de poussière au niveau des installations notamment due à la chute de matériaux de section "0/20". Par conséquent, il serait souhaitable en l'absence de goulotte au niveau de cette sauterelle pour atténuer cette production de poussière, d'installer une jauge dans l'axe des vents dominants et avant l'écran généré par la végétation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- mettre en place une fréquence de mesure trimestrielle des retombées de poussières dans l'environnement,
- vérifier la pertinence de l'implantation des jauges par rapport à la norme NF X 43-014, et si besoin ajouter une nouvelle jauge (point n°5) au droit de la ligne de fabrication de la fraction 0/20 et sous les vents dominants.
- s'assurer pour chaque jauge, que la végétation ne fait pas écran (cf. règle d'implantation de la norme susvisée) : l'exploitant pourra prendre une photo de l'implantation de chaque jauge lors de chaque campagne de mesures

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Bruits et Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 25-1

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

IV- Un contrôle des niveaux sonores sera effectué aux frais de l'exploitant par un organisme compétent dès la notification du présent arrêté, puis tous les 5 ans. Ce contrôle sera également effectué lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées, à chaque changement notable de configuration et ensuite chaque fois que l'inspection des installations classées en fera la demande. Les résultats de ces contrôles assortis des commentaires éventuels sont transmis à l'inspection des installations classées. V- Un merlon continu destiné à réduire les impacts sonores, d'une hauteur minimale de 3 mètres, est mis en place en périphérie du site, dans les zones proches des habitations, notamment dans les secteurs Sud et Est.

Un second merlon, d'une hauteur minimale de 5 mètres, est mis en place en partie Est de l'exploitation. Il est positionné entre la zone en cours d'exploitation et les habitations, au plus près du front et doit progresser avec l'avancement de ce dernier.

Constats :

L'exploitant indique que les mesures de niveaux sonores sont effectuées tous les 5 ans par le laboratoire GRANULAB.

Il présente le dernier rapport réalisé en date du 25 juillet 2024.

L'inspection constate que les niveaux de bruit en limite de site et les émergences sonores au niveau du voisinage sont conformes aux exigences de l'arrêté préfectoral.

<p>Par ailleurs, l'exploitant précise qu'un merlon a été mis en place afin de limiter les impacts sonores. Celui-ci apparaît sur le plan topographique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5m à l'Est : à 176m NGF en moyenne au pied du merlon et à 182 m NGF en haut du merlon. • 3m sur la périphérie du site.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Bruits et Vibrations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 25-2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I- Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (habitées ou affectées à une activité humaine) et les monuments, des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. La vitesse particulière pondérée s'obtient pour un signal mono-fréquentiel, en pondérant (amplification ou atténuation) la valeur mesurée par le coefficient lié à la fréquence correspondante et résultant du tableau figurant dans l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié.</p> <p>En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation. Le niveau de pression acoustique de crête est limité à 125 décibels linéaires.</p> <p>II- Des mesures de vibrations et du niveau de pression acoustique de crête sont réalisées à chaque tir de mines, près des habitations les plus proches.</p> <p>Les résultats de ces mesures assortis des commentaires éventuels sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les mesures de vibrations et de pression acoustique sont réalisées à chaque tir de mines par la société TITANOBEL. Il précise avoir mis en place un registre, tenu à jour, lui permettant d'avoir un suivi rapide de la conformité lors de ces tirs</p> <p>L'inspection consulte les résultats des tirs de mines depuis le début de l'année 2025, les vitesses pondérées respectent la valeurs maximale autorisée de 5mm/s.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit pouvoir justifier que le sismographe est installé selon les règles de l'art, pour ce faire il pourrait disposer de photos lui permettant de justifier la conformité de la pose par l'entreprise extérieur (TITANOBEL).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2013, article 27-2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Actualisation des GF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :</p> <ul style="list-style-type: none"> • début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie au paragraphe 27-1 ci-dessus, • augmentation de l'indice TP01 supérieure à 15% pour la période courant depuis la dernière actualisation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente l'attestation de cautionnement bancaire émise par la caisse régionale de crédit agricole mutuel Nord Midi-Pyrénées du 27 janvier 2023.</p> <p>Celle-ci couvre la période 17 avril 2023 au 16 avril 2028, pour un montant de 780 355 euros, attestation de garanties financières transmise à la préfecture en date du 28 mars 2024.</p> <p>L'inspection recommande à l'exploitant de demander lors de la prochaine attestation de faire préciser sur le document article 2.1 la phrase suivante : Le montant a été calculé avec l'indice TP01 du "mois - année" (valeurs: xxx) et avec une TVA de 20%.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Registres et plans de carrières à ciel ouvert

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le plan topographique du 23 avril 2025 réalisé par EXPERTGEO.</p> <p>L'inspection constate qu'il manque quelques informations, à savoir,</p> <ul style="list-style-type: none"> • la légende pour la bande des 50m, • la localisation de la Sabline des Chaumes, • l'emplacement de la rivière la Lère, • la position des ouvrages, notamment la vanne de sectionnement pour confiner les eaux d'extinction et éviter tous déversement dans la Lère.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'actualiser son plan d'exploitation selon les remarques ci-dessus.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance comprend :- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan de surveillance comprenant l'ensemble des informations requises par la prescription contrôlée.</p> <p>Néanmoins l'inspection constate que le bilan annuel reprend quasiment l'intégralité des points constituant ce plan de surveillance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit formaliser un plan de surveillance reprenant l'ensemble des informations requises et commentaire de l'inspection notamment l'ajout d'un point n°5 à proximité de la sauterelle de production de la granulométrie section 0/20.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Type de jauge – Valeurs limites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de</p>

la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
<p>Constats :</p> <p>l'exploitant indique que le laboratoire GRANULAB a effectué les suivis dans le respect de la norme NF X 43-014.</p> <p>Le niveau d'empoussièrement varie entre 1mg/m²/j et 235 mg/m²/j sur l'année 2024.</p> <p>Ces résultats sont inférieurs au seuil de l'arrêté ministériel de 22/09/94 pour les jauges de type (b).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Dispositions de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Moyen de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; - d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. <p>A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.</p> <p>Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il dispose d'extincteurs répartis au niveau des zones présentant un risque incendie.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de justifier d'une réserve incendie de 120 m³ minimum tel que prévu par l'article susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de disposer d'un point d'eau capable de délivrer un débit de 60 m³/h pendant deux heures, ou à défaut mettre en place une réserve incendie d'au moins 120m³, ainsi qu'une aire d'aspiration de 32 m², de dimension 8x4 m.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 19 : Émissions dans l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de mesures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production.</p> <p>La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise qu'il transmet un bilan annuel des retombées de poussières dans l'environnement à l'inspection des installations classées.</p> <p>Or l'inspection rappelle que l'arrêté ministériel de prescriptions générale de la rubrique 2515 impose une fréquence de mesure trimestrielle.</p> <p>Or l'exploitant fait réaliser ce suivi à une fréquence semestrielle. Par conséquent il ne peut justifier du respect de cette fréquence, car il ne dispose pas de quatre mesures annuelles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit prendre attache avec son laboratoire pour mettre en place un suivi trimestriel des retombées de poussières dans l'atmosphère.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 1 mois